



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'OIF

Kinshasa sollicite l'appui de Brazzaville

La République démocratique du Congo (RDC) présentera une candidate au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie en la personne de Juliana Lumumba. À cet effet, le président Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo a dépêché à Brazzaville une délégation auprès de son homologue, Denis Sassou N'Guesso. « Avant de commencer la tournée, il était nécessaire de passer par Brazzaville afin de rencontrer le président Denis Sassou N'Guesso pour des conseils et des orientations tout en sollicitant le soutien de la République du Congo », a expliqué le ministre délégué chargé de la Francophonie, Crispin Mbandu Phanzu, ayant conduit la délégation venue de la RDC

Page 16

La candidate de la RDC reçue par le président Denis Sassou N'Guesso / DR



ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le régime de l'état civil en cours d'actualisation



Une vue des participants à l'ouverture de l'atelier

Des cadres et experts de l'administration publique, en collaboration avec les re-

présentants des partenaires techniques et financiers, sont réunis en conclave pour relire l'avant-projet de loi portant régime de l'état civil en République du Congo pour l'adapter aux réalités actuelles.

Page 2

CONGO-NATIONS UNIES

Un partenariat pour le développement inclusif

Le Comité de pilotage du cadre de coopération entre le Congo et le système des Nations unies a défini, le 1er

avril, les orientations stratégiques pour 2026. L'éducation, la santé, la digitalisation accélérée et la contribution à

la diversification économique figurent parmi les priorités d'intervention de l'année en cours.

Page 9

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

De bonnes perspectives en 2026

L'économie congolaise va connaître, cette année, un taux de croissance estimé à 5,3%, a indiqué la Banque des États de l'Afrique centrale lors de la première réunion annuelle du Comité national économique et financier. Une croissance soutenue par le rebond de la production pétrolière, le développement du gaz naturel liquéfié, la poursuite des réformes économiques et la maîtrise de l'inflation à 2,7 %, en dessous du seuil de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale fixé à 3 %.

Page 16



Le ministre des finances, Christian Yoka, entouré de ses collègues Bruno Jean Richard Itoua (à droite) et Ludovic Ngatsé

Éditorial

Supplication

Page 2

ÉDITORIAL

Supplication

Dans le vacarme des déflagrations qui déchirent le Moyen-Orient, quelques chancelleries appellent les parties au conflit à la désescalade. La Chine et le Pakistan sont engagés sur cette voie et l'ont fait savoir lors d'une rencontre de leurs ministres des Affaires étrangères, le 1er avril, à Pékin, la capitale chinoise, en proposant un plan de sortie de crise en cinq points. Pour leur part, l'Indonésie et la Malaisie s'étaient déclarées, le 28 mars, disposées à faciliter le dialogue entre Israël, les Etats-Unis et l'Iran.

Sur le terrain, aucun signe tangible d'apaisement n'est signalé de part et d'autre et les belligérants ne semblent pas avoir dit leur dernier mot. Tel-Aviv et Washington déclarent poursuivre l'objectif de « casser » le régime en place à Téhéran qui de son côté n'entend pas abdiquer. Ce n'est pas un dialogue de sourds, mais un dialogue assourdissant dont les seuls interlocuteurs sont les missiles de tous calibres que l'on sait évidemment bavards.

Aux propositions formelles des capitales asiatiques que n'ont pas choisi d'écouter les trois pays en guerre s'est ajoutée, fin mars, une demande poignante de cessation des hostilités. Portée par le président Abdel Fattah Al-Sissi, elle se singularise par son accent humanitaire. Le dirigeant égyptien ne propose pas de plan particulier, il s'adresse directement à son homologue américain sachant que Washington est l'acteur majeur de cette guerre.

« Je m'adresse au président Trump pour lui dire : personne sauf toi ne peut arrêter la guerre dans le Golfe (...). S'il te plaît, aide-nous à arrêter la guerre, tu en es capable (...). « Je m'adresse à toi au nom de l'humanité. Et au nom de tous les amoureux de la paix, et toi, monsieur le président, tu fais partie de ceux qui aiment la paix ». Comme on le voit, c'est une imploration, une supplication.

En d'autres termes on pourrait traduire : « Oui, tu es fort, ton pays l'est aussi, mais prouve que tu es puissant, que ton pays l'est également ». Parole d'un ancien : « Qui domine les autres est fort, qui se domine est puissant ».

Les Dépêches de Brazzaville

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Des experts réactualisent le projet de loi sur le régime de l'état civil

Des cadres et experts de l'administration publique, en collaboration avec les représentants des partenaires techniques et financiers, sont depuis le 30 mars en conclave à Brazzaville pour relire l'avant-projet de loi portant régime de l'état civil en République du Congo. L'objectif est de doter le pays d'un régime de l'état civil plus adapté.



Des participants à l'ouverture de l'atelier/Adiac

Une dizaine d'experts participe à l'atelier qui s'achève le 3 avril sous l'égide du directeur de l'état civil, Rachment Pourou Kassambe. Pendant cinq jours, ces techniciens vont relire intégralement l'avant-projet de loi portant régime de l'état civil, afin d'en vérifier la cohérence interne, la clarté et la pertinence juridique. L'objectif est de répertorier toutes les anomalies et d'éventuelles ambiguïtés contenues dans le document, en vue de proposer des amendements nécessaires à la conception d'un texte de loi plus clair et plus compréhensible. La démarche vise à l'adapter aux autres textes législatifs et réglementaires en vue de doter le pays d'un nouveau régime de l'état civil consensuellement approuvé.

Ouvrant les travaux au nom de son collègue préfet directeur général empêché, le préfet directeur général du Développement local, Jean Eric Djendja Itoua, a

rappelé aux participants l'intérêt de cet atelier dont l'enjeu essentiel est de produire un document final cohérent et plus détaillé.

« La relecture que nous entamons aujourd'hui n'est pas un simple exercice de style législatif. Elle vise trois objectifs cardinaux qui s'articulent autour du triptyque harmonisation, modernisation et exclusivité. L'état civil constitue le point de départ de la jouissance des droits fondamentaux : le droit à un nom, à une nationalité, à l'éducation et à la protection sociale », a-t-il souligné.

Par ailleurs, le préfet directeur général du Développement local a fait savoir que l'arsenal juridique actuel, qui a servi de référence depuis des décennies, ne semble plus adapté. D'où l'urgence d'en produire un nouveau.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

CÉLÉBRATION DU MOIS DES FEMMES

Les femmes du Parlement s'engagent à lutter pour leurs droits

La deuxième secrétaire du Sénat, Elisabeth Mapaha, a présidé, le 31 mars, à Brazzaville la célébration en différé de la 116e Journée internationale des droits des femmes, placée cette année autour des thèmes « Droits, justice, action pour toutes les femmes et filles », sur le plan mondial, et « Ensemble pour un nouveau pacte social entre les femmes du Congo et le futur président », sur le plan national.

La cérémonie a symbolisé la réalité du leadership féminin au sein de la haute chambre du Parlement. Dans son discours, en présence de plusieurs députées et sénatrices, la deuxième secrétaire du Sénat, Elisabeth Mapaha, a rappelé l'importance des droits des femmes qui ne sauraient être considérés comme acquis, malgré les avancées notables observées en matière d'accès à l'éducation, de participation politique et de visibilité publique. « *Il subsiste encore des inégalités structurelles qui entravent la pleine réalisation de ces droits* », a-t-elle reconnu.

Au cours des échanges, deux thèmes ont suscité l'intérêt des conférencières. Le premier a porté sur la dimension politique et citoyenne des femmes au Congo à travers « Le nouveau pacte social entre les femmes du Congo et le futur président », présenté par la directrice générale de la Promotion de la femme, Angèle Nsana Nzongo. Ce thème a permis de faire émerger les attentes concrètes, les priorités claires de ces femmes engagées envers le président de la République pour une meilleure représentativité dans les instances décisionnelles, un accès équitable aux opportunités et une reconnaissance de leur rôle dans tous les secteurs de l'actif national. « *Ce nouveau pacte social que*



La deuxième secrétaire du Sénat Elisabeth Mapaha/DR

nous soutenons est un contrat de confiance mais également une vision portée avec le nouveau président pour garantir effectivement les droits des femmes », a déclaré Angèle

« Ce nouveau pacte social que nous soutenons est un contrat de confiance mais également une vision portée avec le nouveau président pour garantir effectivement les droits des femmes »

Nsana Nzongo.

Le second thème abordé par les femmes du Parlement a été consacré à la santé publique avec un focus sur la compréhension de l'endométriose, développé par le Pr Gickelle Bintsene Mpika sur le thème « Endométriose, symptôme et impact sur le leadership féminin ». Cette maladie gynécologique chronique souvent méconnue et source de grande souffrance pour les femmes a fait l'objet d'une sensibilisation accrue. Les explications ont permis de lever le voile sur l'impact de cette pathologie sur leur vie professionnelle et personnelle. « *Nous ne saurions nous reposer tant que cette mesure n'atteint pas des niveaux satisfaisants* », a indiqué la deuxième secrétaire du Sénat, Elisabeth Mapaha. Pour elle, la justice et l'action pour toutes les femmes et filles exigent une transformation de ces constats en lois ambitieuses et que ces lois se traduisent en mesures concrètes, suivies et évaluées. Les femmes du Parlement n'ont pas manqué, au terme de cette célébration, d'adresser leurs vives et chaleureuses félicitations au président Denis Sassou N'Gusso pour sa réélection tout en l'appelant solennellement à faire des droits des femmes une priorité nationale concrète et mesurable.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

LE FIN MOT DU JOUR

Aux Léopards de Léo

C'est fait. Cette fois-ci est la bonne. Au terme d'un long parcours, les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) ont arraché leur qualification à la Coupe du monde de football.

Co-organisée du 11 juin au 26 juillet par le Canada, les États-Unis et le Mexique, la compétition reçoit pour la première fois soixante nations dont dix du continent africain : Afrique du Sud, Égypte, Algérie, Côte d'Ivoire, Cap-Vert, RDC, Maroc, Sénégal, Tunisie, Ghana.

La toute première fois que les Léopards (de l'ex Zaïre à l'époque) avaient enfilé le maillot à ce niveau des « hostilités », en 1974, en Allemagne de l'Ouest, le résultat fut catastrophique. On se souvient encore du 9-0 face à la Yougoslavie, mais c'était il y a longtemps.

Aujourd'hui, l'expérience est tout autre. Les hommes de Sébastien Desabre ont prouvé qu'ils peuvent aller loin. À la veille du match de barrage gagné contre la Jamaïque, la plus haute

autorité du pays, le président Félix Tshisekedi, vêtu en « Léopard », avait apporté son plein soutien aux « gosses » les exhortant avec leur coach à s'engager à fond dans la discipline et la solidarité. Le résultat du 31 mars soir, ils peuvent tous se le partager.

Brazzaville, toute proche, a suivi le tout au jour le jour ou presque, félicité ses voisins et suivra l'événement en appuyant les dix qualifiés du continent.

Aux Léopards de Kin ou Kinshasa (Léo ou Léopoldville conservant la symbolique historique comme étant l'ancien nom de la capitale de RDC), nous adressons un message d'accompagnement :

« Lors de votre voyage vers les Amériques, apportez avec vous un peu d'eau du fleuve Congo, elle renforcera votre rage légitime de prendre des points et gagner des places. Surtout en prenant garde que nul ne vous la vole, cette onde précieuse ! »

Gankama N'Siah

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Guy Anatole Elenga dresse les perspectives

L'élection présidentielle de mars en République du Congo vient de se dérouler selon les principes et les méthodes de la démocratie pluraliste, reflet d'un État de droit dans ce pays d'Afrique centrale. La victoire du président Denis Sassou N'Gusso est le prélude du prochain quinquennat orienté vers «l'accélération de la marche vers le développement». Anatole Elenga, président de la Fédération France-Europe, dresse les perspectives d'un mandat dont la réussite dépendra de séquences de transmission transgénérationnelle du pouvoir.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Les résultats de l'élection présidentielle sont-ils conformes à vos attentes ?

Guy Anatole Elenga (G.A.E.) :

D'emblée, nous saluons et adressons nos félicitations au président-candidat réélu à une large majorité lors du scrutin des 12 et 15 mars. La Cour constitutionnelle a validé sa réélection le 28 mars dernier. Son maintien à la tête de l'État dénote du dépassement des suffrages quasi unanimes ayant voulu renouveler l'estime et la confiance à un homme d'État au-delà des partis de la majorité présidentielle. Sans vouloir revivre les instants mémorables de la campagne, oui, au vu des résultats, nous pouvons dire haut et fort qu'ils sont conformes aux aspirations du peuple congolais qui veut un régime de paix, de stabilité et de sécurité en marche vers le développement.

L.D.B. : A propos de cette marche vers le développement, comment mettez-vous en pratique les dix commandements contenus dans ce projet de société triomphal à l'issue de cette élection ?

G.A.E. : La mise en pratique



Les responsables de la dynamique galvanisant les troupes./DR

concrète des souhaits et exigences des Congolais fera l'objet de l'élaboration d'une feuille de route gouvernementale. Mais il n'en demeure pas moins que chacun de nous, au bon rythme, devra s'impliquer pour être, d'une manière transversale, là où il peut donner le meilleur de lui-même, qu'il s'agisse de la diversification de l'économie, de la modernisation des infrastructures, de la digitalisation, du renforce-

ment des capacités humaines, d'améliorer les compétences techniques ou de sécuriser le foncier pour le développement agricole. En ce qui nous concerne, vivant à l'étranger, nous avons la nécessité de nous impliquer au développement de notre pays d'origine. Nous disposons d'un vivier en ressources humaines composé en grande partie des Congolais disposant de savoirs et savoir-faire. En ap-

pui du projet de société, là-aussi, dans le cadre du dépassement et mettant uniquement le patriotisme en avant, la diaspora peut participer à l'accélération de la marche vers le développement.

L.D.B. : Nous sommes à la veille du discours d'investiture du nouveau président de la République du Congo. Quels sont les points saillants des aspirations communes à la marche vers le développement ?

G.A.E. : Les discours d'investiture du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, sont plus qu'un simple programme présidentiel. Ce sont, très souvent, des commandements pour le mieux-vivre ensemble avec une constance portant vers le développement. Quand il les prononce, ils ont une portée solennelle au point de les avoir en référence en permanence. Pour cette année, sans être directif, que notre agriculture trouve la place préconisée dans le développement, que l'électrification de notre pays soit effective et, pour mes compatriotes à l'étranger, qu'ils soient consultés pour les échéances électorales à venir.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

Le président de l'Unirr salue la réélection de Denis Sassou N'Gusso

Après la validation des résultats de l'élection présidentielle en République du Congo, le président de l'Union pour la refondation républicaine (Unirr), Roger Ndokolo, au cours d'un point de presse, a adressé ses félicitations au président Denis Sassou N'Gusso pour sa réélection.

« J'adresse mes chaleureuses félicitations au président-candidat Denis Sassou N'Gusso, «Bakala dia Kouba», à la suite de sa réélection et, je forme mes vœux les plus sincères de succès dans l'exercice pour son nouveau mandat à la présidence de la République du Congo », a confié le président de l'Unirr lors d'un point presse, le 30 mars dernier.

Roger Ndokolo s'est réjoui, par ailleurs, du bon déroulement de l'élection. Après la confirmation de la Cour constitutionnelle le 28 mars dernier, « il nous appartient désormais d'assurer une responsabilité partagée en vue de la réussite du projet de société pour lequel le président a été réélu », s'est-il engagé.

M.A.N.

La Dynamique Cuvette Ouest Pointe-Noire et Kouilou se félicite de la victoire de DSN

La Dynamique Cuvette-Ouest Pointe-Noire et Kouilou, dans un communiqué de presse, a salué la réélection du président Denis Sassou N'Gusso dès le premier tour de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars derniers.

« C'est avec une grande fierté et une immense satisfaction que nous saluons la réélection de notre candidat, le camarade Président Denis Sassou N'Gusso, dès le premier tour. Ce résultat est la preuve que notre campagne de mobilisation, menée avec détermination et engagement, n'a pas été vaine. Chaque effort consenti, chaque déplacement et chaque échange avec nos frères et sœurs ont contribué à cette belle victoire », ont déclaré les membres de cette dynamique présidée par Richard Okissi. Elle a également adressé ses sincères remerciements à tous ceux qui se sont mobilisés, de près ou de loin, pour la soutenir. « Le travail ne peut pas s'arrêter. Ensemble, nous continuerons à œuvrer pour l'avenir et le développement de notre pays », s'est-elle engagée.

En effet, dans le cadre de la mobilisation électorale, deux

délégations s'étaient, sous l'impulsion du président de cette dynamique, Richard Okissi, mobilisées dans le Kouilou profond, notamment dans les villages Mpili, Mvanzza, Mboulvouka,

Tikafi ainsi que dans d'autres localités pour rallier la population à la cause du candidat de la majorité présidentielle. « L'objectif de cette mission était de rencontrer nos frères et sœurs,

de mobiliser la population et d'échanger avec elle afin d'apporter un soutien indéfectible au camarade candidat Denis Sassou N'Gusso. Il s'est également agi de renforcer nos liens

fraternels afin de pérenniser notre association », a précisé la dynamique.

La Dynamique Cuvette-Ouest Pointe-Noire et Kouilou a adressé, par ailleurs, ses vifs et sincères remerciements à tous ses sympathisants pour leur mobilisation exemplaire lors de la tournée du président candidat, Denis Sassou N'Gusso, dans ces deux départements. « A l'aéroport de Pointe-Noire ainsi qu'à l'inauguration du marché central, votre présence, votre engagement, votre discipline et votre esprit de solidarité ont honoré notre association et témoignent de notre unité », a conclu le communiqué de presse.

Notons que Richard Okissi est à la tête d'un bureau composé, entre autres, de Yannick Maichel Nguoni Okoumina, Célestin Appelé, Georges Atonguia, Marie Noëlle Ahoura, Boniface Kinimbaga et Robert Okoumina.

Parfait Wilfried Douniama



La dynamique à pied d'œuvre pendant la campagne électorale./DR

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

L'hôtel d'application réhabilité

Le lycée d'enseignement professionnel d'économie sociale et familiale 8-mars réhabilité a été mis en service le 31 mars, à Brazzaville, par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, en présence de quelques membres du gouvernement.

L'établissement réhabilité servira de laboratoire de formation et d'incubateur des jeunes dans les métiers de l'accueil, de la cuisine, de la buanderie, de la restauration, d'hébergement, de coiffure et de l'événementiel. L'objectif est de renforcer les compétences des apprenants et des enseignants formateurs, de garantir l'adéquation entre la formation-emploi, d'améliorer l'employabilité et la mobilité professionnelle des jeunes, de consolider la relation école entreprise ainsi que de contribuer à l'autofinancement de l'éducation et de la formation. Les jeunes apprenants pourront y faire des travaux pratiques et des stages.

La réhabilitation de ce lycée a été exécutée par une société de la place avec l'implication des apprenants des filières Génie civil et Electrotechnique des lycées techniques 1er-mai et 5-février. Elle s'inscrit dans le cadre de l'initiative école productive du ministère, une stratégie managériale qui vise la redynamisation des activités génératrices de revenus dans les institutions de formation technique et professionnelle, en fonction de leur vocation et de leur potentiel respectif.

Le coordonnateur du projet, Alain Riches Gouemba Haullier, a présenté son architecture. Il comprend sept chambres réparties dans six appartements de haut standing dont chacun d'eux a une chambre à coucher, une salle de bain, un séjour couplé à une salle à manger, deux chapiteaux abritant un restaurant, une salle de fête d'une capacité de 600 places et un salon de coiffure mixte.

La cérémonie de mise en service de l'hôtel d'application a connu des allocutions dont celle de la ministre de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement, Inès Bertille Nefer Ingani, qui a promis de travailler en partenariat avec le ministère de l'Enseignement technique et professionnel pour l'insertion des jeunes.

S'adressant aux apprenants, elle les a incités à s'armer de courage et d'acquérir des compétences en vue de leur autonomie. L'établissement n'est pas seulement un espace d'apprentissage mais un levier d'autonomisation et un outil d'insertion sociale, a-t-elle ajouté. A son collègue ministre, elle a assuré la bonne collaboration de son ministère avec certains établisse-



Les apprenants impliqués dans la réhabilitation de l'hôtel/Adiac

ments d'hôtellerie de Brazzaville. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, a rappelé dans allocution que cet hôtel a été inauguré le 29 août 2009 par l'un de ses prédécesseurs. A cette même occasion était créé le lycée professionnel d'économie sociale et familiale du 8-mars, né sur les centres du collège d'enseignement technique féminin qui avait pour vocation de former la jeune fille dans les filières comme l'économie domestique, l'enseignement préscolaire, la puériculture et

la technique d'habillement.

Le diplôme de sortie donnait accès à la fonction publique mais était devenu désuet et source de désorientation dans les lycées. « Le gouvernement porté par le double devoir d'inclusif du genre et celui de garantir une continuité pédagogique harmonieuse aux apprenantes des collèges techniques féminins a transformé, au cours de cette année scolaire, ces collèges qui deviennent des lycées professionnels d'économie sociale et familiale », a expliqué le ministre.

D'après lui, les établissements inclusifs offriront progressivement des formations dans les filières suivantes : assistance et aide à la personne, technique d'habillement, guide touristique, hôtellerie, agent de billetterie, préscolaire. Ces formations seront sanctionnées par un baccalauréat professionnel.

En rappel, le gouvernement a ouvert des lycées professionnels d'économie sociale et familiale à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Mossendjo, Madingou, Sibiti, Ouessou, Owando et Ewo.

Lydie Gsèle Oko

DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA DPCW

La paix à ériger en norme internationale

La Déclaration pour la paix et la cessation des guerres (DPCW) a célébré, le 14 mars dernier, son dixième anniversaire, poursuivant son ambition de substituer à la logique de guerre une culture de règlement pacifique fondée sur le droit. Les gouvernements sont ainsi invités à inscrire la paix dans le droit international.

Soutenue par l'organisation non gouvernementale internationale Heavenly Culture, World Peace, Restoration of Light (HWPL), la DPCW propose un cadre normatif de prévention des conflits et institutionnalise des mécanismes de leur règlement pacifique. Cela s'inscrit dans une vision façonnée par l'expérience de la guerre. Son président, Man-hee Lee, ancien étudiant-soldat de la guerre de Corée, a été témoin direct des conséquences humaines des conflits. De cette expérience est née une conviction fondatrice : la nécessité de protéger les générations futures en agissant en amont des crises, plutôt que de se limiter à leur gestion.

La DPCW trouve ses racines dans le Sommet mondial pour la paix, tenu à Séoul, en Corée, le 18 septembre 2014. Des délégations venues d'une centaine de pays y avaient participé, entre autres, des responsables politiques, des leaders religieux, des experts en droit international et des représentants de la société civile. De ce rassemblement est ressorti un consensus : l'absence



Des responsables HWPL brandissant la Déclaration/DR

de mécanismes juridiques suffisamment structurés pour prévenir les conflits constitue une limite majeure à la paix durable. En réponse, HWPL a mis en place un Comité de droit international pour la paix, chargé d'élaborer la DPCW, composée d'un préambule, de dix articles et de trente-huit clauses.

Le document propose de renforcer les principes existants du droit international en détaillant des mécanismes concrets : encadrement de l'usage de la force, coordination des procédures de

règlement pacifique des conflits, promotion de la coopération internationale, garantie de la liberté de religion et encouragement du dialogue interreligieux, ainsi que développement d'une culture de paix impliquant les citoyens.

En une décennie, les acquis sont notables. Plusieurs institutions parlementaires régionales, notamment en Afrique, en Amérique centrale et en Amérique latine, ont adopté des résolutions en faveur de la DPCW. À l'échelle nationale, des assemblées législatives, dont celles du Paraguay, de

la République dominicaine et du Soudan du Sud, ont également exprimé leur soutien. Cet élargissement progressif témoigne d'une reconnaissance croissante des principes portés par la déclaration.

La dynamique ne se limite pas aux institutions. La société civile joue un rôle déterminant dans la diffusion de ces normes. Près de 900 000 citoyens issus de 178 pays ont ainsi apporté leur approbation à la DPCW, illustrant une mobilisation transnationale en faveur de la paix. Cette double

adhésion, institutionnelle et citoyenne, marque le passage de la DPCW du stade de proposition à celui de base pour une mise en œuvre progressive.

Pour autant, les perspectives restent confrontées à des défis majeurs. Dans un contexte de multiplication des conflits, la transformation des pratiques internationales demeure inachevée. « Quel chemin l'humanité doit-elle emprunter ? », interroge le texte. La DPCW apporte une réponse : passer d'un ordre fondé sur la supériorité des forces à un système reposant sur le droit, les accords et la coopération. Après dix ans d'expansion et de consolidation, l'enjeu est désormais de renforcer les mécanismes existants pour prévenir l'escalade des conflits. La responsabilité est partagée entre États et sociétés, appelés à faire évoluer les modes de résolution des différends. Dans cette perspective, la DPCW se positionne comme un cadre de référence pour inscrire durablement la paix dans les pratiques internationales.

Guillaume Ondze

LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Les jeunes filles exhortées à adopter des comportements responsables

L'Agence nationale d'insertion et de réinsertion des jeunes (ANIRSJ) a organisé, le 28 mars à Brazzaville, à l'occasion de la clôture du mois de la femme, un séminaire spécial pour édifier les femmes et jeunes filles sur les dangers de la délinquance juvénile au féminin. Une occasion pour les inviter à adopter des comportements dignes.

Le séminaire s'est tenu sur le thème « Délinquance juvénile au féminin », sous l'égide du directeur général de l'ANIRSJ, Hemery Patrick Akondjo Olandzobo. Plus de cent femmes et jeunes filles y ont pris une part active.

A cet effet, elles ont été édifiées sur les droits et devoirs des femmes, les violences faites à leur égard, mais aussi sur les comportements qu'elles doivent adopter pour éviter de tomber dans la délinquance.

La délinquance juvénile au féminin, a expliqué une oratrice, enseignante de droit, sous-entend une forme de violence exercée par les femmes et jeunes filles, mais qui est punissable par la loi à l'image de celle menée par les garçons.

L'exposante leur a fait savoir qu'une femme ou une fille est un sujet de droit, et donc n'est pas au-dessus de la loi. Lors-

qu'elle a commis une infraction, elle doit subir la rigueur de la loi sans complaisance, à l'image de l'homme.

Parlant de la Journée internationale des droits des femmes, célébrée le 8 mars, l'experte a précisé aux jeunes filles qu'elle a été reconnue officiellement par l'Organisation des Nations unies en 1977. Elle est née des mouvements ouvriers et féministes aux Etats-Unis au début du XXe siècle.

Cette journée n'est pas décrétée, leur a-t-elle dit, pour célébrer le pagné, mais est une occasion donnée aux femmes pour réfléchir sur leur condition de vie et d'existence, mais aussi pour revendiquer leurs droits vis-à-vis de l'homme.

Dans le fond, les expertes ont signifié aux participantes que conformément à la Constitution, les femmes disposent des mêmes droits que les hommes.



Le directeur général de l'ANIRSJ (en avant-plan) suivant les exposés devant une foule de femmes/Adiac

Elles doivent les exercer et les revendiquer sans crainte afin de garantir un monde juste, équitable et sans injustices sociales.

« Aucune violence féminine n'est acceptable aujourd'hui dans un monde de droit. Ainsi, pour combattre les injustices féminines, nous devons être soudées et courageuses », a souligné Mme Zankala, développant un ex-

posé.

S'exprimant à l'occasion, le directeur général de l'ANIRSJ a invité les femmes à plus d'engagement pour bâtir un monde de justice et humain. « Une loi spéciale a été initiée par le chef de l'Etat, son excellence Denis Sassou N'Guesso. A travers elle, la femme congolaise se sent de plus en plus protégée. Vous êtes au cœur

de cette problématique mais surtout au cœur de la solution. Votre expérience et votre engagement sont essentiels pour bâtir des réponses adaptées car c'est ensemble que nous pourrions inverser la tendance pour construire une société plus juste et plus humaine », a conclu Hemery Patrick Akondjo Olandzobo.

Firmin Oyé

INSERTION PROFESSIONNELLE

« La DGJ chez vous », un espace de conseil et d'orientation des jeunes

Le ministère en charge de la jeunesse vient de lancer le programme « La DGJ chez vous », une initiative visant, entre autres, à briser les codes de la bureaucratie en se rapprochant de plus en plus des usagers.

C'est désormais officiel. Il n'est plus question pour les jeunes de frapper aux portes de l'administration, car la direction générale de la jeunesse vient de mettre en place un dispositif permettant à l'administration de se rapprocher des usagers. Le programme « La DGJ chez vous » prendra désormais le relais dans les rues, les foyers et les espaces communautaires.

Ainsi, il n'est plus rare de constater à Brazzaville des tentes dressées à la hâte ou à l'ombre des structures locales. Autour de ces espaces, des discussions liées aux problèmes des jeunes, notamment la formation, l'engagement citoyen, l'insertion professionnelle. Tout ceci pour faciliter la tâche à une jeunesse souvent en quête de boussole.

Une initiative porteuse d'espoir permettant à la Direction générale de la jeunesse, placée sous le management de Jycert Rochar Loukanou, d'être en contact direct avec les jeunes. L'objectif étant de créer un cadre d'interaction fluide où chaque attente trouve une oreille attentive. Ainsi, on y ob-



Jycert Rochar Loukanou sensibilisant les jeunes/DR

« La dynamique «La DGJ chez vous» mérite d'être saluée à juste valeur. Elle incarne une volonté réelle de rapprocher les institutions de la jeunesse, en allant à sa rencontre, en écoutant ses réalités et en valorisant ses initiatives. La présence et l'implication personnelle du directeur général de la jeunesse dans cette démarche témoignent d'un leadership de terrain, proche des jeunes et très attentif à leurs aspirations. C'est un signal fort, qui renforce la confiance et donne du sens à l'action publique »

serve des visages attentifs, des mains qui se lèvent pour témoigner de l'adhésion des jeunes à cette initiative. Surtout pour une jeunesse qui a besoin d'accompagnement, de repères et d'opportunités concrètes.

En effet, cette approche de proximité est non seulement pertinente mais essentielle, car elle permet de structurer les énergies, d'encourager l'engagement citoyen et de relever le potentiel immense des jeunes. « La dynamique «La DGJ chez vous» mérite d'être saluée à juste valeur. Elle incarne une volonté réelle de rapprocher les institutions de la jeunesse, en allant à sa rencontre, en écoutant ses réalités et en valorisant ses initiatives. La présence et l'implication personnelle du directeur général de la jeunesse dans cette démarche témoignent d'un leadership de terrain, proche des jeunes et très attentif à leurs aspirations. C'est un signal fort, qui renforce la confiance et donne du sens à l'action publique », a témoigné un des usagers de l'administration.

Parfait Wilfried Douniama

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE

L'École africaine d'Okemba M'Otsangou à l'honneur

À l'initiative d'Okemba M'Otsangou il y a plus de vingt ans, le concept de l'École africaine a été créé pour répondre à un besoin vital au sein de la diaspora africaine en Europe. Conçu pour faire dialoguer les diasporas intergénérationnelles, il permet de faire connaître au grand public le riche patrimoine culturel africain dans sa diversité continentale.



cole africaine/DR

Au demeurant, en appui d'un agrément obtenu auprès du ministère de l'Enseignement, il s'agit de dispenser des cours en présentiel abordant plusieurs thématiques, en l'occurrence, l'histoire, celle des mouvements de libération sur le continent africain et au sein des diasporas africaines, histoire culturelle, histoire du droit, histoire des idées, histoire des institutions. Également la musique africaine pour son influence prépondérante à l'échelle planétaire (Reggae ; rumba ; bossanova ;

tango ; samba ; jazz ; blues) à travers les divers mouvements migratoires. Et puis, les arts culinaires africains et vestimentaires ne sont pas en reste.

Afin de vulgariser les contenus de ces cours pédagogiques, l'initiateur participe et organise lui-même des séminaires, des conférences et différents ateliers thématiques. Le partage de cette connaissance a pour cible à la fois les enfants et les jeunes adultes en priorité. Le concept apporte également, pour les parents qui le

souhaitent, un accompagnement scolaire pour les élèves du primaire au secondaire, à travers un abonnement annuel.

Outre la diffusion des cours en présentiel, les contenus de l'École Africaine sont diffusés via les réseaux sociaux, d'où l'accent mis, il y a six ans, sur la visibilité de la plateforme en ligne, de Mission Congo Square sur la forme numérique. Le relais est assuré également grâce au partenariat avec l'association Impro Nord.

Marie Alfred Ngoma

FORCE PUBLIQUE

Hommage aux gendarmes décédés sur la nationale numéro 1

Le commandant de la gendarmerie nationale, le général Gervais Akouangué, au nom du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, a patronné, le 27 mars à Brazzaville, la cérémonie d'hommage rendu à trois gendarmes décédés au cours d'un accident de circulation survenu sur la N° 1.

Au terme des rites et rituels de la gendarmerie, des autorités militaires, gendarmes et civils se sont recueillis pendant plusieurs minutes devant les corps sans vie des trois soldats de la paix, notamment Nicolas Akoli-Moyenzi, Gambu-Ondongo et Julo Moko-Ko.

Lisant l'oraison funèbre, le colonel major Herman Mouassiposo, directeur technique des renseignements judiciaires et de la documentation, s'adressant à



Un officier de la gendarmerie s'inclinant devant les dépouilles mortelles./Adiac

la corporation a dit : « ...À vous, chers collègues, leur disparition rappelle la douleur de notre métier, mais aussi les risques qu'il comporte. Nous continuons à servir avec la même fierté, la même détermination... ».

Pour rappel, ce drame était survenu le 18 mars dernier, aux environs de onze heures, dans un village du département du Pool, au moment où ces gendarmes as-

suraient une mission de sécurisation d'un convoi dans cette partie du pays.

Signalons qu'après les honneurs militaires de la force publique et l'oraison funèbre rappelant leur sens du service, les corps sans vie de ces trois gendarmes, allongés dans les cercueils et couvert du drapeau tricolore ont été conduits vers un cimetière de la place.

Fortuné Ibara

AFRIQUE CENTRALE

L'offensive religieuse de Moscou

De cinq à 350 paroisses en trois ans : derrière l'expansion fulgurante de l'exarchat africain du Patriarcat de Moscou, une stratégie d'influence globale pilotée en arrière-plan par le Kremlin.

Entre 2022 et 2025, l'exarchat africain revendique une croissance spectaculaire : de cinq à plus de 350 paroisses dans trente-quatre pays. Cette expansion, sans précédent pour une Église historiquement peu implantée en Afrique, révèle une mutation stratégique où le religieux devient un vecteur d'influence géopolitique, notamment en Afrique centrale, région clé pour les rivalités entre puissances. Officiellement, Moscou invoque une réponse aux « demandes locales de protection spirituelle ». En réalité, cette progression s'inscrit dans une logique d'extension d'influence post-coloniale, ciblant des États fragiles comme la République centrafricaine ou la République démocratique du Congo, où les institutions religieuses jouent un rôle social structurant. « L'Église accompagne la souveraineté », déclarait en 2024 un représentant du patriarcat, suggérant une articulation assumée entre foi et politique.

Sur le plan géoconfessionnel, l'offensive russe exploite les fractures au sein des Églises africaines, notamment après la reconnaissance de l'Église orthodoxe d'Ukraine, contestée par Moscou. Des clercs africains, en rupture avec leurs hiérarchies traditionnelles, rejoignent ainsi l'exarchat russe, attirés par un discours conservateur, anti-occidental et par des soutiens financiers. Car l'enjeu est aussi géoéconomique. Selon plusieurs observateurs, les nouvelles paroisses bénéficient de financements indirects liés à des réseaux russes déjà présents dans les secteurs miniers et sécuritaires. Cette convergence rappelle les méthodes hybrides de projection de puissance : sécurité privée, investissements, et désormais soft power religieux. L'Afrique centrale constitue un laboratoire stratégique. En République centrafricaine, la présence russe (Militaire, économique et religieuse) forme un triptyque cohérent. L'Église orthodoxe y organise des actions sociales ciblant particulièrement la jeunesse : écoles, aide alimentaire, programmes culturels. Objectif : capter une génération en quête de repères et souvent désillusionnée par les modèles occidentaux.

Face à cela, l'Occident apparaît en retrait. Les anciennes puissances coloniales et les institutions européennes peinent à rivaliser avec une approche perçue comme moins conditionnelle et plus respectueuse des identités locales. « Moscou ne donne pas de leçons, il offre des alternatives », résume un analyste africain. Cette compétition géoculturelle redessine les équilibres. L'influence ne passe plus seulement par les armes ou les investissements, mais par les imaginaires, les valeurs et les croyances. En Afrique centrale, où la religion structure le quotidien, cette dimension devient décisive. L'expansion de l'exarchat africain n'est donc pas un simple phénomène religieux : elle incarne une offensive multidimensionnelle. À travers autels et paroisses, c'est une nouvelle cartographie du pouvoir qui se dessine, où la foi devient instrument stratégique au cœur des rivalités globales.

Noël Ndong

IN MEMORIAM

04/04/2009 – 04/04/2026.



17 ans déjà, le temps passe vite, les souvenirs restent dans nos cœurs.

Un souvenir ne meurt jamais, il s'endort simplement. Repos paisible à notre Ange gardien Joseph Ockana.

Les enfants Ockana.

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Emmanuel Macron félicite Denis Sassou N'Guesso

Le président français, Emmanuel Macron, a adressé ses félicitations au chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, pour sa réélection à l'occasion du scrutin présidentiel des 12 et 15 mars derniers.

« Je vous adresse, ainsi qu'à l'ensemble du peuple congolais, mes chaleureuses félicitations pour votre réélection et vous forme mes vœux les plus sincères de succès dans l'exercice de votre nouveau mandat à la présidence de la République du Congo », a écrit le président Emmanuel Macron.

La France et le Congo sont liés par les relations notables. Le chef de l'Etat français a émis le vœu de continuer à se développer les partenariats conclus entre les deux pays, tout en soulignant les liens historiques avec notamment le rôle de capitale de la France libre joué par Brazzaville, capitale du Congo, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il a réaffirmé « la pleine disposition de la France à poursuivre avec la Répu-



« La création de l'Académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale que nous développons conjointement illustre l'ambition de faire de votre pays une référence en la matière, conformément à votre vision »

blique du Congo des actions de coopération concrètes et structurantes, contribuant au développement de nos économies respectives, au bénéfice de la jeunesse de nos nations ».

Le président Emmanuel Macron a également salué l'engagement personnel du chef de l'Etat congolais en faveur de la protection de l'environnement. La France, a-t-il indiqué, est prête à accompagner les efforts engagés par le Congo dans la préservation de ses forêts. « La création de l'Académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale que nous développons conjointement illustre l'ambition de faire de votre pays une référence en la matière, conformément à votre vision », a dit Emmanuel Macron.

Christian Brice Elion

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE L'ONU

Macky Sall privé de soutien de son pays

Le gouvernement sénégalais a formellement désavoué la candidature de l'ancien président Macky Sall au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Dans une note verbale du 27 mars adressée à l'Union africaine, la mission permanente du Sénégal à Addis-Abeba précise que le pays « n'a à aucun stade endossé » cette initiative et « n'a pas été associé » aux démarches menées par le Burundi, alors à la présidence tournante de l'organisation. La note souligne que le Sénégal « ne saurait être considéré comme partie prenante » du processus. Soumise à la procédure d'approbation tacite, la candidature de Macky Sall n'a pas recueilli le consensus nécessaire : une vingtaine d'États membres de l'Union africaine s'est opposée au projet de décision, entraînant son rejet.

Cette séquence intervient dans un contexte de tensions entre l'ancien président Macky Sall et le pouvoir actuel, dirigé par Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko. La succession d'António Guterres, dont le mandat s'achève en décembre prochain, reste dès lors largement ouverte. D'autres personnalités sont en lice, parmi lesquelles Rafael Grossi ou Rebeca Grynspan, tandis que certaines candidatures, comme celle de Michelle Bachelet, ont récemment perdu leur appui national. Le processus onusien doit entrer dans une phase décisive à partir du 20 avril, avec des auditions publiques au cours desquelles chaque prétendant présentera sa vision devant les États membres. À l'issue de ces consultations, le Conseil de sécurité recommandera un nom à l'Assemblée générale, appelée à entériner la nomination du prochain chef de l'ONU, dont le mandat débutera le 1er janvier 2027.

Yvette Reine Boro Nzaba

ÉLECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE

Une Franco-Congolaise élue à Bondy

Issue de la société civile, la Franco-Congolaise Roseline Morelli vient d'être élue à Bondy en région parisienne, ville du footballeur Kylian Mbappé, sur la liste menée par Stephen Hervé «Continuons ensemble pour l'avenir de Bondy».



Roseline Morelli entre ses colistiers de la municipalité de Bondy/DR

Sur les 26 784 électeurs inscrits sur les listes électorales de la commune, 12 492 se sont rendus aux urnes, soit un taux de participation de 46,64%. À l'inverse, l'abstention s'élève à 53,36%. On décompte également 246 votes blancs et 146 votes nuls.

La liste avec Stephen Hervé (LDVD) obtient 6123 voix, soit 50,6% des suffrages exprimés. Celle menée par Mehmet Ozguner (LFI), «Être Bondy», obtient 5977 voix, soit 49,4% des

suffrages exprimés.

L'élection de la présidente de l'association «Les amis d'Auguste Ipemba», Roseline Morelli, est la résultante de son implication dans les activités statutaires menées, «bon an mal an», à savoir promouvoir la solidarité sous toutes ses formes, notamment en développant des activités de prévention, de développement durable et d'animation à caractère culturel, social et humanitaire.

Désormais, elle devient la deu-

xième Franco-Congolaise dans la sphère politique déjà marquée par Nadège Abomangoli, vice-présidente de l'Assemblée nationale française, qui soutenait, d'ailleurs, la liste de LFI. Dans le «Vivre-ensemble» prôné par la ville de Bondy, avec l'élection de Roseline Morelli s'ouvre l'ère du devoir de mémoire où l'on se souviendra bientôt que leur élue est originaire du pays qui a abrité la capitale de la France libre : Brazzaville.

Marie Alfred Ngoma

CONGO-NATIONS UNIES

Le partenariat centré sur le développement inclusif

Le Comité de pilotage (Copil) du cadre de coopération entre le Congo et le système des Nations unies, qui s'est réuni le 1er avril à Brazzaville, a dressé le bilan de l'année 2025 et défini les orientations stratégiques pour 2026. L'éducation, la santé, la digitalisation accélérée et la contribution à la diversification économique figurent au cœur des priorités.

Les travaux du Copil du Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement ont été lancés par le ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé, en présence de sa collègue en charge des Affaires sociales, Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa. La rencontre a réuni plusieurs parties prenantes, dont des représentants des administrations publiques, du secteur privé et de la société civile.

Cette session a permis d'évaluer les résultats enregistrés l'an dernier et de valider les priorités d'intervention pour l'année en cours, dans un contexte international marqué par la contraction des financements extérieurs et la persistance de crises multiples. D'après le directeur général du Partenariat pour le développement, Aimé Blaise Nitoumbi, les actions à venir seront structurées autour des axes majeurs, notamment la digitalisation des systèmes d'information, le renforcement des capacités ins-



Les parties prenantes échangeant de vues/Adiac

titutionnelles, l'appropriation nationale des politiques de développement et la promotion du leadership féminin. À cela s'ajoutent la participation communautaire accrue et l'amélioration des mécanismes de collecte de données.

Dans le secteur de l'éducation, les efforts porteront sur la digitalisation, la production de données fiables, le renforcement des capacités locales et la sécurisa-

tion du financement. Sur le plan sanitaire, le partenariat mettra l'accent sur le renforcement des soins de santé primaires, la prévention et la gestion des urgences sanitaires. S'agissant de la diversification économique, le partenaire onusien entend soutenir le développement des zones agricoles protégées, l'organisation de la deuxième édition de la grande foire agricole du Congo et le lancement de la décennie de

l'afforestation et du reboisement. Intervenant à cette occasion, le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Abdouramane Diallo, a rappelé que cette rencontre constitue « un moment de redevabilité partagée » et un levier stratégique pour aligner les actions du système onusien sur les priorités nationales. « Malgré un contexte mondial difficile, des avancées significatives ont été

réalisées en 2025 grâce à un investissement estimé à près de 65 millions de dollars », a-t-il estimé. Pour l'année 2026, les partenaires ambitionnent de mobiliser un budget prévisionnel avoisinant les 90 millions de dollars.

Prenant la parole à l'ouverture des travaux, le ministre Ludovic Ngatsé a salué la qualité du partenariat entre le Congo et les Nations unies. Signé en 2019, ce cadre de coopération arrive à son terme en 2026. « Cette année marque ainsi une étape charnière, à la fois d'achèvement du Plan national de développement 2022-2026 et de préparation du futur cadre stratégique. Le gouvernement travaille déjà à l'élaboration de la vision Congo 2060 ainsi que du prochain plan national de développement, en cohérence avec le projet de société du chef de l'État », a-t-il déclaré, se réjouissant de la signature prochaine du plan de travail annuel budgétisé pour 2026.

Fiacre Kombo

FORUM SUR LA MASCULINITÉ POSITIVE

Un panel prône la synergie entre les genres

La question du leadership féminin et de l'apport masculin a été au centre d'un panel mixte organisé dans le cadre du Forum national sur la masculinité positive « Pacte du 8 mars », réunissant plusieurs intervenants issus de divers horizons professionnels. Les échanges ont porté sur la nécessité de promouvoir une approche collaborative entre hommes et femmes dans les sphères de décision.

Modéré par la journaliste Gloria Imelda Lossele, également secrétaire générale de l'Union des femmes des médias du Congo, le panel s'est articulé autour du thème « Leadership féminin et apport masculin : rivalité ou synergie ? ». Dès l'entame, la modératrice a orienté les discussions vers une réflexion dépassant les clivages traditionnels liés au genre, en mettant en avant la notion de co-construction du leadership. Tour à tour, les panélistes Christine Makany, Jules Ntumba, Francis Kandza, Messilah Nzoussi, Prince-Elidad Mode Elenga, Bienvenu Mombouli ainsi que d'Amour Welcom ont contribué à nourrir une réflexion approfondie sur les dynamiques de collaboration entre hommes et femmes dans le leadership. Ils ont pour ainsi dire livré leurs analyses, mettant en lumière les enjeux et les leviers d'un leadership partagé.

Dans leurs interventions, ils ont souligné que la perception de rivalité entre hommes et femmes repose souvent sur des constructions sociales, des stéréotypes ou encore des incompréhensions liées aux rôles traditionnellement assi-

gnés. Toutefois, ils ont insisté sur le fait que ces tensions peuvent être transformées en opportunités, dès lors que les compétences et les complémentarités sont reconnues et valorisées.

Les échanges ont également mis en évidence le rôle central de la communication, considérée comme un levier essentiel pour instaurer un climat de confiance et favoriser une collaboration efficace. À ce titre, l'absence de dialogue, les préjugés ou encore les conflits d'ego ont été identifiés comme des freins majeurs à une synergie durable.

Abordant la question de la nouvelle génération, les intervenants ont appelé à un changement de paradigme, en encourageant des modèles de leadership basés sur la collaboration plutôt que sur la confrontation. Ils ont insisté sur la nécessité d'éduquer et d'inspirer les jeunes à adopter des postures inclusives, favorisant l'écoute, le respect mutuel et la co-responsabilité. En effet, ce panel aura ainsi permis de repositionner le débat, en invitant à dépasser la logique de rivalité pour construire, ensemble, un leadership plus inclusif, porteur d'avenir.



Les participants en plein échange/DR

Dans cette dynamique, l'initiatrice du forum et présidente de Women Center, Mondésire Ikando, a rappelé la vision portée par cette rencontre. Selon elle, ce forum ambitionne avant tout de contribuer à une transformation durable des mentalités, en valorisant le leadership féminin tout en impliquant activement les hommes dans cette dynamique. « Ces derniers ne sont pas en marge, mais bien des acteurs clés du changement, ca-

pables de fédérer, d'accompagner et de co-construire, aux côtés des femmes, une société congolaise plus égalitaire, inclusive et exempte de violences », a-t-elle souligné.

Enfin, il est ressorti de ces échanges que la synergie entre hommes et femmes constitue un levier essentiel pour un développement durable. Au terme des échanges, un consensus s'est dégagé que le leadership ne saurait être envisagé

comme une compétition entre les genres, mais comme une responsabilité partagée. Il sied de préciser que ce moment s'est clôturé par « l'Acte de lumière », un moment symbolique marqué par la nomination des panélistes en qualité d'ambassadeurs officiels de l'événement. À cette occasion, ces derniers ont concrétisé leur engagement en apposant leurs signatures dans le Livre d'or dédié au forum.

Gloria Imelda Lossele



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 005/MEH/PASEL/UGP-FNT-2025 APPEL D'OFFRES POUR FOURNITURES (Processus à deux enveloppes)

Appel d'Offres No : CG-064-PASEL-FNT-26

Projet : Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL)

Acheteur : Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique

Pays : République du Congo

Intitulé du marché : Fourniture, installation et mise en exploitation de 26 000 compteurs intelligents et des équipements associés pour la création d'une plateforme de gestion des grands clients

Prêt BIRD N°: 9686-CG

Emis le : 27 mars 2026

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL), et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture, d'installation et mise en exploitation de 26 000 compteurs intelligents et des équipements associés pour la création d'une plateforme de gestion des grands clients. Pour ce marché, l'Emprunteur utilisera la méthode de décaissement par Paiement Direct, telle que définie dans les Directives de Décaissement de la Banque mondiale pour le Financement de Projet d'Investissement, à l'exception des paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation de crédit documentaire. »

2. Le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL), sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir, installer et mettre en exploitation 26 000 compteurs intelligents, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de protection des recettes (PPR) visant à surveiller systématiquement à travers une infrastructure de comptage avancée (AMI) la consommation des 26 000 plus gros clients (tous approvisionnés en HT, MT et BT avec une consommation mensuelle supérieure à 1 000 kWh). Le lieu de destination finale des fournitures objet de la commande est le siège de la société E²C situé à Brazzaville, République du Congo.

3. La passation du Marché sera conduite par Mise en Concurrence internationale (AOI) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale édition de septembre 2025, et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous, durant les

heures de bureau de lundi à vendredi de 8H00 à 16H00 heures locales.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous et contre un paiement non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible. La méthode de paiement sera par chèque, virement bancaire ou en espèces au profit de:

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL)
N° Compte : 3015 24201 10120003945 30 (Banque Congolaise de l'Habitat)

6. Les offres devront être soumises en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse suivante au plus tard le 29 mai 2026 à 12H00 heure locale. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les enveloppes extérieures des Offres marquées « OFFRE ORIGINALE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous le 29 mai 2026 à 13h00 minutes. Toutes les enveloppes marquées « PARTIE FINANCIERE DEUXIEME ENVELOPPE » devront rester non ouvertes et seront conservées en un lieu sûr par l'Acheteur jusqu'à la deuxième ouverture publique.

7. Toutes les offres doivent comprendre une Déclaration de Garantie de l'Offre signée conformément au modèle joint dans le dossier d'appel d'offres.

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulcation des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est la suivante :

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité
A l'attention du Coordonnateur du Projet
Adresse : 22, Avenue Albert Bassandza, Centre-Ville
Brazzaville-République du Congo,
Tél : (+242) 06 443 41 36
Email : passationdesmarchespasel@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur

Olivier MAZABA NTONDELE

CINÉMA

Lebon Zed, du regard photographique au récit documentaire

Artiste visuel et initiateur de projets culturels à Brazzaville, Lebon Chansard Ziavoula, connu sous le nom de Lebon Zed, amorce un tournant décisif dans sa trajectoire. Actuellement en résidence d'écriture à Cotonou, au Bénin, dans le cadre des Ateliers cinéma de la Grande mine des cinéastes qui s'achèvent ce 27 mars, il porte un projet documentaire intime, entre mémoire familiale et réflexion universelle sur l'absence.

Depuis plusieurs années, Lebon Zed construit une œuvre singulière, enracinée dans l'image et la transmission. À travers ses initiatives telles que Kokutan'art et Mbongui art photo, il s'est imposé comme un acteur engagé dans la valorisation des récits visuels et des espaces de création au Congo. Aujourd'hui, son parcours connaît une évolution majeure. Après avoir longtemps exploré les possibilités de la photographie, l'artiste ressent le besoin d'élargir son champ d'expression. « *La photographie reste au cœur de mon travail, mais le cinéma m'offre une autre manière de raconter des histoires, d'habiter les espaces et les émotions avec le temps et le mouvement* », confie-t-il dans une publication récente sur ses réseaux sociaux.

Cette transition artistique l'a conduit à participer, pour la première fois, à une résidence d'écriture cinématographique. Depuis le 23 mars, Lebon Zed participe

à la session « Grande mine documentaire » des Ateliers cinéma de la Grande mine, à Cotonou. Une expérience qui s'achève ce 27 mars, et qui constitue pour lui une étape déterminante dans son passage de l'image fixe à l'image en mouvement.

Le projet qu'il y développe, « Itatolo, terre des morts », a su convaincre le jury de cette résidence panafricaine. À travers ce film documentaire, l'artiste entame une quête profondément personnelle, à savoir retrouver les traces de sa mère disparue, dont il ne conserve presque aucune image. Plus de trente ans après sa disparition, il part à la recherche de sa tombe au cimetière d'Itatolo, à Brazzaville.

Ce récit intime s'inscrit dans une réflexion plus large sur la mémoire, l'oubli et la transmission. Entre archives inexistantes, souvenirs fragmentés et silences fa-



Lebon Chansard Ziavoula / DR

miliaux, le film explore les liens invisibles qui persistent entre les vivants et les disparus. L'artiste y voit un moyen de combler une absence et de redonner une forme de présence à travers le langage cinématographique.

Malgré ce passage au documen-

taire, le regard du photographe demeure intact. Lebon Zed conserve une attention particulière à la lumière, à la composition et à la puissance symbolique des images. Cette sensibilité visuelle, alliée à la temporalité du cinéma, lui permet d'approfondir son approche et de donner une nouvelle dimension à ses récits. Au-delà de sa démarche personnelle, l'artiste s'inscrit dans une dynamique collective. Sa participation à cette résidence panafricaine lui offre l'opportunité de dialoguer avec d'autres créateurs

du continent, de confronter les regards et d'enrichir sa pratique. Il espère ainsi développer de nouvelles approches narratives et tisser des liens durables avec d'autres auteurs africains.

Dans son message, Lebon Zed n'a pas manqué d'exprimer

sa gratitude envers le jury et l'équipe organisatrice de la Grande mine des cinéastes pour cette opportunité. Une reconnaissance qu'il considère comme un encouragement à poursuivre son exploration artistique. À travers « Itatolo, terre des morts », il ambitionne de proposer une œuvre à la fois personnelle et universelle, capable d'interroger notre rapport à l'absence, à la mémoire et à l'invisible. Plus qu'un simple film, ce projet se présente comme une tentative de reconstruction, où l'image en mouvement devient un outil pour faire exister ce qui a disparu.

Alors que la résidence touche à sa fin, une nouvelle étape s'ouvre pour l'artiste congolais, qui promet déjà d'autres avancées. « *Restez connectés, les bonnes nouvelles arrivent* », annonce-t-il, laissant entrevoir la suite d'un parcours en pleine mutation.

Gloria Imelda Lossele

COMMUNIQUÉ

1xBet et Tidiane Mario célèbrent les femmes à Mayama

1xBet et son ambassadeur Tidiane Mario ont organisé un événement live Femme héroïne à Mayama, au Congo, dans le cadre d'une campagne plus large dédiée à célébrer les femmes et leur impact sur la société.

L'événement a compilé hommage, divertissement et remise de prix en une seule célébration publique, avec des visiteurs participant directement à l'expérience. Construit autour de la campagne « Femme héroïne », il a rendu hommage aux femmes dont le soutien, les sacrifices et l'influence ont changé la vie des autres. Il a également créé une atmosphère festive grâce à la musique, des cadeaux à l'effigie de la marque et une interaction en direct avec le public.

Une campagne axée sur l'impact des femmes au quotidien

Lancée au cours de ce mois de mars, l'opération « Femme héroïne » a été créée pour mettre en lumière le rôle que les femmes continuent de jouer au sein des familles, des communautés et de la vie publique, même lorsque cette contribution n'est pas toujours reconnue publiquement.

Au Congo, la campagne a pris

vie à travers l'événement de Mayama, où les visiteurs se sont rassemblés dans la boutique officielle 1xBet pour une célébration en direct alliant reconnaissance et participation directe.

Le programme comprenait un animateur, des divertissements, des cadeaux à l'effigie de la marque et un tirage au sort en direct, transformant la campagne en un véritable événement communautaire visible.

Tidiane Mario participe à l'événement

Tidiane Mario était l'un des principaux visages de l'événement, prenant part à la célébration et aidant à remettre les prix aux gagnants. Sa présence a offert une visibilité supplémentaire à l'événement et a permis de connecter la campagne à un public local plus large. En tant que figure culturelle reconnue et ambassadeur de 1xBet, il a apporté un visage public familier à l'ini-



tiative.

Durant la campagne 1xBet « Femme héroïne », Tidiane Mario a également évoqué la nécessité d'une plus grande visibilité pour les femmes, notamment dans le sport et la vie publique.

« *Les performances des femmes restent insuffisamment médiatisées. Cette faible visibilité relègue dans l'ombre des carrières qui méritent la reconnaissance. Il est essentiel d'accorder aux athlètes féminines l'exposition qu'elles méritent pour un développement plus équitable du sport* », a déclaré Tidiane Mario,

ambassadeur de 1xBet.

Les gagnants reçoivent leurs prix à Mayama

L'un des moments forts de l'événement a été la remise de prix en direct devant les participants rassemblés dans la boutique de Mayama. Le grand prix, des AirPods Max, a été remporté par Mme Ursula.

Les autres gagnants étaient :

M. Jonas – panier de fruits M. Nzala Ben – whisky M. Masawa Emmanuel – pagne M. Massawa – coffret cosmétique Le tirage au sort a ajouté une

dimension supplémentaire à l'événement et a offert à la célébration une belle conclusion publique.

« Femme héroïne by 1xBet » se clôture sur une reconnaissance publique

Au-delà des prix et des divertissements, l'événement a maintenu le cap sur l'idée centrale de « Femme héroïne » : la reconnaissance publique des femmes dont les actions, le soutien et les sacrifices continuent de façonner la vie des autres.

En combinant hommage, participation en direct et engagement communautaire, 1xBet a utilisé la campagne pour créer un moment public autour de l'impact des femmes au Congo.

L'événement terminé et les gagnants annoncés, « Femme héroïne » de 1xBet s'est conclu comme une campagne ayant réuni reconnaissance, visibilité et participation du public en une célébration commune.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité National Economique et Financier du Congo (CNEF) a tenu sa première session ordinaire de l'année 2026, le 27 mars 2026, dans les locaux de la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) à Brazzaville, sous la présidence de Monsieur Christian YOKA, Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public.



Cette session a également connu la participation de Monsieur Bruno Jean Richard ITOUA, Ministre des Hydrocarbures, Monsieur Ludovic NGATSE, Ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration Régionale, ainsi que, par visioconférence, de Monsieur Yvon SANA BANGUI, Gouverneur de la BEAC, Monsieur Michel DZOMBALA, Vice-Gouverneur de la BEAC, Monsieur Marcel ONDELE, Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), Madame Jacqueline ADIABA NKEMBE, Présidente de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) et Monsieur Louis BANGA NTOLO, Directeur Général de la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC).

Monsieur Serge Dino Daniel GASSACKYS, Secrétaire Général du CNEF, rapportait les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Au cours de cette session, le Comité a examiné la situation économique, monétaire et financière nationale, ainsi que les perspectives pour l'année 2026, dans un contexte international marqué par des incertitudes liées notamment aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, à la volatilité des cours du pétrole et au ralentissement attendu de l'économie mondiale.

Sur le plan national, le Comité a relevé la poursuite de la reprise économique, avec une croissance de 3,8% en 2025, soutenue par les secteurs

pétrolier et gazier, ainsi que par le dynamisme du secteur non pétrolier. L'inflation est restée maîtrisée à 2,7%, en dessous du seuil communautaire de 3%. Les perspectives pour 2026 demeurent favorables, avec une croissance projetée à 5,3%, portée notamment par le rebond de la production pétrolière, le développement du gaz naturel liquéfié (GNL) et la poursuite des réformes économiques, malgré la persistance des incertitudes liées à l'environnement international.

Examinant les modes de financement de l'économie congolaise, le Comité a noté une hausse des crédits bancaires, accompagnée d'une amélioration de la qualité du portefeuille. Cette évolution reflète notamment i) une augmentation des crédits accordés au secteur privé, dont l'encours atteint 1 300,7 milliards de FCFA, en progression de 23,0%, ii) un recul à 13,5% des créances en souffrance, contre 16,5% en 2024, et un taux de couverture des créances en souffrance par les provisions en progression à 65,1%, traduisant les efforts d'assainissement du secteur bancaire.

S'agissant du financement par le marché des valeurs du trésor de la CEMAC, le Comité a noté une amélioration du taux de couverture des besoins exprimés par le trésor de 46,3% en 2024 à 49,4%, en 2025. Le Comité a souligné que la structure de l'encours du Congo reste dominée par les Obligations du Trésor Assimilables (OTA),

représentant 78,6% du total, traduisant les efforts d'allongement de la maturité moyenne.

Le Comité a également examiné, en première lecture, le rapport provisoire de l'étude relative à l'impact socio-économique des pénuries d'électricité et de carburant, qui met en évidence des effets significatifs sur les ménages, les entreprises et les transports. Il a recommandé une large diffusion aux entités concernées en vue de sa finalisation dans les meilleurs délais.

Le Comité a approuvé l'exécution du budget 2025 du Secrétariat Général du CNEF, marquée par une gestion rigoureuse.

Enfin, le Comité a félicité le Gouvernement pour les avancées enregistrées en 2025 et l'a encouragé à poursuivre la consolidation des réformes structurelles afin de renforcer la résilience de l'économie nationale, conformément aux décisions issues du Sommet Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC de janvier 2026.

Fait à Brazzaville, le 27 mars 2026

Le Président du CNEF,



Christian YOKA

COUPE DU MONDE 2026

Le plateau de la 23^e édition désormais complet

C'est officiel. L'Afrique aura dix représentants lors de la phase finale de la Coupe du monde 2026 qui se jouera aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Au Sénégal, Maroc, Algérie, Égypte, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Tunisie, Cap-Vert et Ghana s'ajoute désormais la République démocratique du Congo (RDC).

Les Léopards de la RDC ont validé le dernier ticket pour l'Afrique en s'imposant 1-0 après prolongations devant la sélection jamaïcaine, lors des barrages intercontinentaux. Ils retrouvent la Coupe du monde 52 ans après leur première participation en 1974 grâce à une réalisation de Tuanzebe. La RDC évoluera dans le groupe K avec pour adversaires le Portugal, l'Ouzbékistan et la Colombie. Elle entamera cette compétition en affrontant le Portugal. L'Europe a aussi révélé ses derniers qualifiés pour cette phase finale. L'Italie, finaliste aux États-Unis en 1994 et quatre fois vainqueur de la compétition, est la plus grande absente comme en 2018 et 2022. Elle a été éliminée par la Bosnie Herzégovine aux tirs au but 4-1, après un score d'un but partout au temps réglementaire.



La Suède a éliminé la Pologne 3-2. La Turquie a éliminé le Kosovo 1-0 et la Tchéquie a éliminé le Danemark aux tirs au but 3-1 après un score de 2-2 au temps réglementaire. L'Irak est le dernier qualifié pour le Mondial 2026 après sa victoire 2-1

sur la Bolivie. Ce pays se qualifie pour la première fois en quarante ans. C'est sur le sol mexicain en 1986 que l'Irak a disputé pour la dernière fois la plus grande scène du football.

La composition des groupes

Groupe A : Mexique, Afrique du Sud, République de Corée et Tchéquie
 Groupe B : Canada, Bosnie, Qatar et Suisse
 Groupe C : Brésil, Maroc, Haïti et Écosse
 Groupe D : États-Unis, Paraguay, Australie et Turquie
 Groupe E : Allemagne, Curaçao, Côte d'Ivoire et Équateur
 Groupe F : Pays-Bas, Japon, Suède et Tunisie
 Groupe G : Belgique, Égypte, Iran et Nouvelle-Zélande
 Groupe H : Espagne, Cap-Vert, Arabie saoudite et Uruguay
 Groupe I : France, Sénégal, Irak et Norvège
 Groupe J : Argentine, Algérie, Autriche et Jordanie
 Groupe K : Portugal, RD Congo, Ouzbékistan et Colombie
 Groupe L : Angleterre, Croatie, Ghana et Panama

James Golden Eloué

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA CAF

Véron Mosengo-Omba rend son tablier

Véron Mosengo-Omba a quitté ses fonctions de secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF) afin de se consacrer à des projets plus personnels après trente ans de carrière internationale.

Dans l'attente de la nomination d'un nouveau secrétaire général, Samson Adamu assurera l'intérim, précise la CAF. Mosengo-Omba, originaire de la République démocratique du Congo mais également de nationalité suisse, a été nommé secrétaire général en mars 2021. Il a servi la CAF pendant cinq ans. Le président de la CAF, le Dr Patrice Motsepe, lui a rendu un hommage.

« Nous sommes extrêmement reconnaissants envers Véron pour sa contribution au football africain, ainsi que pour le travail accompli en faveur du développement et de la croissance du jeu sur le continent. Nous organiserons ultérieurement un



hommage officiel afin de lui témoigner, ainsi qu'à sa famille, toute notre reconnaissance », a-t-il promis.

« Je remercie sincèrement le président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, mes équipes, ainsi que toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, ont permis à la CAF et au football africain d'accomplir des progrès concrets et remarquables », a déclaré, pour sa part, l'ex secrétaire général de la CAF.

Il quitte ses fonctions à une période critique déclenchée par la récente décision de la CAF qui a déchu le Sénégal de son titre de champion d'Afrique au profit du Maroc. La Fédération sénégalaise de football a fait appel

devant le Tribunal arbitral du sport de la décision de la CAF d'attribuer sur tapis vert la Coupe d'Afrique des Nations 2025 au Maroc.

La CAF, par ailleurs, a annoncé une réforme de l'arbitrage. « La CAF met actuellement en œuvre des réformes structurelles importantes afin de renforcer la confiance envers les arbitres, les opérateurs VAR, les commissaires de match ainsi que les instances juridictionnelles de la CAF. Ces ajustements permettront également d'éviter que les incidents inacceptables observés lors de la TotalEnergies CAF Maroc 2025 ne se reproduisent », a indiqué Motsepe.

James Golden Eloué

INTERVIEW

Nicole Mballa : «Le progrès qui ne profite pas à ceux qui travaillent la terre est une forme de prédation»

Peut-on encore nourrir ses propres enfants quand l'industrie nationale s'effondre ? C'est la question brûlante que pose Nicole Mballa dans son dernier ouvrage « Le silence des infortunes », paru aux Editions Les Lettres Mouchetées. En mettant en scène le duel fratricide entre l'entreprise locale Codilait et la multinationale Nestlé, la romancière explore les zones d'ombre créées par le profit global au détriment de l'humain. Entre faiblesses internes et rouleaux compresseurs mondiaux, elle nous livre ici un entretien sans concession sur la perte de souveraineté alimentaire et le silence des victimes, ces oubliés des conseils d'administration.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : L'affrontement entre Codilait et Netlait est-il le véritable moteur du drame de votre livre ?

N.M. : Absolument. C'est le péché originel du quartier. Codilait représentait l'espoir d'une industrie nationale, la fierté de produire localement. Netlait, c'est la machine mondiale qui arrive avec une puissance de frappe telle que l'entreprise locale ne peut pas suivre. La fermeture de l'usine est la signature de la défaite du local face au global.

L.D.B. : Comment la mondialisation, à travers ce conflit industriel, s'immisce-t-elle dans l'intimité des foyers ?

N.M. : Elle s'immisce par le manque. Quand le géant écrase le petit, il ne détruit pas seulement des machines, il détruit des carrières de trente ans. Le chômage qui en découle n'est pas un accident de parcours, c'est le résultat d'une stratégie de marché. La mondialisation déshumanise le travailleur en le transformant en une simple variable d'ajustement.

L.D.B. : Pourquoi avoir choisi l'industrie du lait pour illustrer ce conflit ?

N.M. : Le lait est un symbole de vie, de nutrition, de maternité. Voir une usine de lait locale mourir au profit

d'une importation étrangère, c'est symboliquement accepter que l'on ne peut plus nourrir ses propres enfants par soi-même. C'est une perte de souveraineté alimentaire et émotionnelle.

L.D.B. : Les personnages de votre roman comprennent-ils les enjeux macro-économiques de cette fermeture ?

N.M. : Non, et c'est là toute la tragédie. Pour Cocotte, Andela et les habitants du quartier Bonabel, ce n'est pas la mondialisation, c'est la faim. Les personnages subissent les décisions prises dans des conseils d'administration à des milliers de kilomètres. Le silence des infortunes, c'est aussi l'incapacité de nommer ses bourreaux parce qu'ils sont invisibles et globaux.

L.D.B. : Dans le roman, Netlait représente-t-il le progrès ou le prédateur ?

N.M. : Pour les habitants de Bonabel, le progrès ressemble étrangement à un rouleau compresseur. On nous vend souvent la mondialisation comme une ouverture au monde, une chance de modernité. Mais pour ce quartier, c'est une condamnation à mort sociale. Netlait n'a pas besoin de ce quartier pour exister, il ne le voit même pas sur sa carte. Mais ce quartier, lui, avait un besoin vital de Codilait pour rester debout. Le progrès qui

ne profite pas à ceux qui travaillent la terre ou l'usine est, par définition, une forme de prédation.

L.D.B. : Le silence des femmes est-il aussi une réponse à cette violence économique ?

N.M. : Oui, face à une force aussi colossale qu'une multinationale ou les lois du commerce international, le citoyen se sent minuscule. Le silence est le stade ultime de l'impuissance politique. On se tait parce qu'on a l'impression que rien de ce que l'on dira ne pourra faire rouvrir les vannes de l'usine.

L.D.B. : Est-ce que le passé de Codilait cache des secrets qui ont facilité sa chute ?

N.M. : Le roman suggère que la chute n'est pas seulement due à la concurrence, mais aussi à des complicités internes, des faiblesses que l'on préfère taire. C'est là que les non-dits interviennent : on enterre la gestion douteuse du passé pour ne pas accabler davantage les victimes.

L.D.B. : La vie meurtrie des habitants est-elle le prix nécessaire de la modernité ?

N.M. : C'est ce que tentent de nous faire croire les discours officiels. Mon livre dit le contraire : aucune croissance ne justifie l'anéantissement d'un quartier entier.



L.D.B. : La mondialisation crée des zones d'ombre. Bonabel en est-il une ?

N.M. : Oui, c'est un silence de saturation. Face à une force aussi colossale qu'une multinationale ou les lois opaques du commerce international, le citoyen se sent minuscule, presque transparent. Le silence devient alors le stade ultime de l'impuissance politique. On finit par se taire non pas par consentement, mais parce que l'on a l'intime conviction que rien de ce que l'on hurlera ne pourra faire rouvrir les vannes de l'usine ou changer le cours des bourses mondiales. Mon livre tente de briser ce silence pour transformer l'impuissance en témoignage.

L.D.B. : Le fait de raconter cette histoire est-il une manière de boycotter ce silence imposé par les multinationales ?

N.M. : Absolument. Écrire, c'est une forme de sabotage poétique. En nommant Codilait, en décrivant l'odeur du lait caillé, la sueur des ouvriers et les visages derrière les chiffres du chômage, je refuse que la multinationale gagne la bataille de l'oubli. La littérature permet de redonner un nom et une dignité à

ce que le capitalisme sauvage préfère appeler des pertes collatérales. C'est ma manière de dire que Bonabel existe, et que son infortune n'est pas une fatalité, mais une injustice.

L.D.B. : Quel est l'espoir pour les enfants de ce quartier face à ce monde globalisé ?

N.M. : L'espoir réside dans la connaissance de leur histoire. S'ils comprennent pourquoi l'usine a fermé, ils ne seront plus des victimes passives, mais des citoyens conscients des rapports de force du monde.

L.D.B. : Le roman est porté par les voix de Cocotte et Andela. Pourquoi ce choix de la narration féminine pour un drame ouvrier ?

N.M. : Parce que ce sont les femmes qui ramassent les débris. Quand l'usine ferme, les hommes s'effondrent souvent dans l'amertume ou le silence. Les femmes, elles, deviennent les narratrices de la survie. Leurs regards croisés permettent de tisser la petite histoire (la famille) dans la grande (la mondialisation).

Propos recueillis par Hervé Brice Mampouya

ARTS DE SCÈNE

La neuvième édition du Fitaas a vécu

Le lancement des activités de la 9e édition du Festival international de théâtre et autres arts de la scène (Fitaas) couplée à la Journée mondiale du théâtre a eu le 27 mars, à l'Espace culturel Yaro de Pointe-Noire, en présence de plusieurs acteurs culturels et amoureux des arts de la scène.

Chaque année à l'initiative d'Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah, dramaturge, poète, metteur en scène, président du Centre de la République du Congo de l'Institut international du théâtre, le Fitaas réunit de nombreuses troupes et compagnies qui rivalisent d'ingéniosité et de talents dans divers espaces culturels, notamment à Brazzaville et à Pointe-Noire. En effet, les deux villes abritent différentes expressions artistiques déployées par des professionnels mais aussi par des amateurs de ce vieil art toujours actuel. Spectacles vivants, conférences, master class ont été au programme du Fitaas qui s'est tenu sur le thème « Place de la femme dans la société ». A l'occasion, Wilfrid Lewa-Let Mandah s'est interrogé : « Le théâtre sert-il à quelque chose dans ce monde en proie aux conflits froids et ouverts ? Tout de go, notre réponse est affirmative. Car depuis des temps immémoriaux jusqu'à nos jours, le théâtre ne cesse de jouer un rôle prépondérant au cœur de nos vies. Des civilisations antiques égyptiennes, helléniques, hébraïques,

orientales, en passant par le XVII^e siècle occidental jusqu'au XX^e siècle africain, le théâtre a revêtu des lettres de noblesse. Par la catharsis, il extirpe de l'homme des vices pour façonner en lui un nouveau logiciel comportemental, tendant à rendre la société meilleure ».

Invitant le public à s'approprier cette journée en allant suivre les spectacles proposés par les acteurs de théâtre, il a ajouté : « Les représentations théâtrales peuvent apporter une cure aux multiples maux qui gangrènent la société congolaise, africaine et mondiale. Ceci se produirait à une seule condition : si seulement une bonne frange de la population pouvait aller suivre ces spectacles et en tirer la quintessence. De proche en proche, une révolution pacifique se produirait. Et les armes se taieraient en Iran, au Liban, à Gaza et dans les pays du Golfe. La hache de guerre serait enterrée dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine.



Une vue du spectacle «Femhomme» à l'ouverture du Fitaas/Adiac

(Bibliothèques, médiathèques, amphithéâtres, ...). Ainsi, à l'ouverture de la 9e édition du Fitaas qui prend fin le 29 mars, la troupe Autopsie a joué la pièce de théâtre « Femhomme » pendant que la troupe Bantoue a emboîté le pas avec « Femme lumière ». En entracte, le spectacle de danse contemporaine par la compagnie Possibilitis.

La journée du 28 mars prévoit le master class d'art dramatique avec les ateliers Le jeu de l'acteur par Guy Bassinga, metteur en scène ; Comment écrire une pièce de théâtre ? par Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah ; Danse contemporaine par Gatien Bintsangou, danseur professionnel ; Place de la femme dans la société : hier, aujourd'hui et demain par les panélistes Nicole Mballa, écrivaine; Destinée Nziengue; Gaspard Boukaka Masego; Pouliguen Maya; Djon's Dinana; Elvire Josianne Mokocho Leli. Le défilé de mode par Trace Fashion Mode suivi du ballet théâtre «Perçu corps en transe» par Tam-Tam de Pointe-Noire vont clôturer la deuxième journée du Fitaas. La restitution des travaux des trois ateliers, les spectacles «La dignité n'a pas de handicap» par le collectif Lamuka et « Comme ton passeur » par la T.E Théâtre du CBE de Mvou-Mvou sont les dernières activités du Fitaas.

H.B.M.

ARTS MARTIAUX

La Fédération congolaise de taekwondo se dote d'un siège

Dans le but d'offrir un cadre administratif et technique adéquat aux dirigeants et pratiquants du taekwondo, la Fédération congolaise de la discipline a inauguré, le 28 mars, son siège de Pointe-Noire en présence de Likoué Furet, représentant le ministère des Sports, des sportifs et des invités.

Le siège de la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae) est une infrastructure moderne qui offre toutes les commodités nécessaires de travail visant à mettre les dirigeants et les amoureux de cette discipline olympique dans un environnement sain et optimal, eu égard aux résultats encourageants que récolte cet art martial sur le plan continental et international.

« L'inauguration du siège de la Fédération congolaise de taekwondo et l'ouverture de ses bureaux s'inscrivent dans la volonté de promouvoir ce sport et de le rapprocher de chaque pratiquant, club et ligue. Le choix de Pointe-Noire s'explique parce que la ville est un vivier de talents pour les arts martiaux. En dotant la fédération d'un siège de plus, nous confirmons notre engagement à offrir un cadre administratif et technique de qualité à cette discipline et à ceux qui l'animent. Ce siège inauguré sera ainsi un cadre de concertation et de formation par excellence dans l'optique d'offrir des résultats probants à la discipline », a dit Adel Ri-



Le représentant du ministère des Sports, Likoué Furet, coupant le ruban à l'inauguration du siège de la Fécotae/Adiac

han, président de la Fécotae. Il a remercié les autorités locales et les partenaires pour leur soutien multiforme au dynamisme de cette discipline.

Situé au centre-ville, le siège départemental de la Fécotae est une enceinte moderne qui comprend une salle d'accueil, une salle de réunion et le bloc administratif avec bureaux pour la direction technique, le secré-

tariat et la trésorerie, le bureau du président et les sanitaires sans oublier les autres locaux indispensables pour le bon fonctionnement de l'administration. Avec l'inauguration de ce siège, le taekwondo congolais affirme plus que jamais son ambition d'être l'une des disciplines sportives phares du pays. « L'ouverture de ce siège traduit l'engagement et la volonté de

la fédération à se doter d'un cadre administratif adéquat pour une meilleure organisation de la discipline. Il sera donc le lieu indiqué pour la planification stratégique, la prise des décisions, la coordination garantie, la bonne collaboration », a dit Likoué Furet après la coupure du ruban symbolique.

« Cette activité s'inscrit dans

la mise en œuvre de votre projet de développement du taekwondo, présenté le 31 janvier dernier à Brazzaville lors l'assemblée générale électorale à l'issue de laquelle, vous avez été placé à la tête de la Fédération congolaise de taekwondo. Cette action marquera un tournant important dans la vie de notre fédération et ouvrira sans nul doute des perspectives nouvelles pour le développement de cette discipline sportive dans notre pays. Chers dirigeants, faites de ce siège un lien de concertation et de dialogue pour l'intérêt de la discipline », a-t-il ajouté s'adressant au président de la fédération.

Le bureau exécutif de la Fécotae qui va œuvrer pendant l'olympiade 2025-2026 a été présenté au cours de la cérémonie suivi d'une séance de démonstration de quelques exercices de la discipline par les jeunes taekwondoïnes sous la supervision d'un maître encadreur.

Signalons que cette fédération a deux autres sièges au stade Alphonse-Massamba-Débat et au Complexe sportif La Concorde de Kintélé, à Brazzaville.

Hervé Brice Mampouya

SPORTS DE COMBAT

Legacy Martial Arts s'engage pour la professionnalisation du secteur

Les dirigeants de l'association Legacy Martial Arts (LMA) ont officiellement lancé les activités de leur plateforme, le 29 mars à Brazzaville. L'objectif affiché consiste à soutenir les clubs et transformer la pratique des arts martiaux en une discipline structurée et génératrice d'opportunités.

Le paysage sportif congolais s'enrichit d'un nouvel acteur. Conscients des difficultés logistiques et financières que rencontrent quotidiennement les clubs et associations sportives, les responsables de LMA ont dévoilé leur feuille de route lors d'une conférence de presse.

L'ambition de cette organisation consiste à agir comme un levier de développement en touchant directement les centres de formation. En s'appuyant sur un réseau de partenaires et de sponsors, LMA entend offrir un accompagnement concret pour l'épanouissement des athlètes locaux.

S'unir pour mieux rayonner Pour bénéficier du soutien de cette structure à but non

lucratif, le processus se veut inclusif. Athlètes, clubs et associations, toutes disciplines confondues (Karaté, judo, taekwondo, MMA, etc.) sont invitées à officialiser leur adhésion.

Le premier vice-président de LMA, Me Dieudonné Mizere, a insisté sur l'importance de cette synergie. « Nous voulons promouvoir et vulgariser les sports de combat. L'idée est de faire de la pratique des arts martiaux, ensemble avec les autres acteurs, une activité professionnelle et rigoureusement structurée », a-t-il indiqué.

Loin de vouloir se substituer aux instances existantes, LMA se positionne comme un par-



Les participants à la conférence de lancement de LMA/Adiac

tenaire stratégique. L'organisation travaillera en étroite collaboration avec les ligues et les fédérations nationales pour harmoniser les efforts de développement.

Au-delà de la performance physique, le projet porte une

vision sociale forte. En encadrant mieux les pratiquants, LMA ambitionne de faire des sportifs des « citoyens modèles », porteurs des valeurs de discipline et de respect propres aux arts martiaux.

L'assistance, composée de

représentants de clubs et de fédérations, a accueilli favorablement cette initiative, s'engageant à travailler en harmonie avec la plateforme pour le rayonnement du sport de combat en République du Congo.

Rude Ngoma

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE L'OIF

Kinshasa sollicite le soutien de Brazzaville

La République démocratique du Congo (RDC) présentera une candidate au poste de secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) en la personne de Juliana Lumumba. Ainsi, le président Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo a dépêché, le 31 mars à Brazzaville, une délégation auprès de son homologue Denis Sassou N'Guesso.

« Avant de commencer la tournée, il était nécessaire de passer par Brazzaville, rencontrer le président Denis Sassou N'Guesso pour des conseils et des orientations tout en sollicitant le soutien de la République du Congo », a expliqué le ministre délégué en charge de la Francophonie, Crispin Mbandu Phanzu, ayant conduit la délégation venue de la RDC.

Ancienne ministre de la Francophonie sous le président Joseph Kabila, Juliana Lumumba, fille de l'ancien Premier ministre Emery Patrice Lumumba, a décliné sa vision de la Francophonie une fois élue. « Ce que je prône, c'est une Francophonie vivante, une Francophonie plus inclusive, une Francophonie des peuples », a-t-elle fait savoir.

Il convient de souligner que l'actuelle secrétaire générale de la Francophonie, la Rwandaise Louise Mushikiwabo, est également candidate à sa propre succession.

Les Dépêches de Brazzaville



La candidate de la RDC reçue par le président Denis Sassou N'Guesso/DR

CONGO

De bonnes perspectives économiques en 2026

Comme elle l'a été l'année dernière, l'économie congolaise va encore se consolider en 2026, avec une croissance projetée à 5,3%. Cette bonne perspective macroéconomique a été relevée par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), lors de sa première réunion annuelle du Comité national économique et financier (Cnef) tenue le week-end dernier, à Brazzaville.

La première réunion annuelle du Cnef a été présidée par le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Christian Yoka. Elle a permis de faire le point de la situation macroéconomique au niveau national. Il en est ressorti que l'économie congolaise va encore se consolider au cours de cette année, avec un taux de croissance estimé à 5,3%, soutenu par le rebond de la production pétrolière, le développement du gaz naturel liquéfié et la poursuite des réformes économiques.

Le Cnef, par ailleurs, a noté la maîtrise de l'inflation à 2,7 %, en dessous du seuil de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) fixé à 3 %.

Examinant les modes de financement de l'économie congolaise, le Cnef a relevé avec satisfaction une hausse des crédits bancaires, soutenue par une nette amélioration de la qualité du por-



Une vue des participants/Adiac

tefeuille.

Cette avancée macroéconomique, a-t-il poursuivi, est tributaire de l'augmentation des crédits accordés

au secteur privé, dont l'encours atteint 1 300,7 milliards FCFA, en progression de 23 %. Le Cnef a épinglé aussi un repli à 13,5 % des

créances en souffrance, contre 16,5 % en 2024 ; et un taux de couverture des créances en souffrance par les provisions, en hausse

de 65,1%, obtenu grâce à l'assainissement du secteur bancaire.

A propos du financement par le Marché des valeurs du trésor de la Cémac, par contre, le Cnef a noté une amélioration significative du taux de couverture des besoins exprimés par le Trésor congolais de 46,3 % en 2024, à 49,4 % en 2025.

Firmin Oyé

Examinant les modes de financement de l'économie congolaise, le Cnef a relevé avec satisfaction une hausse des crédits bancaires, soutenue par une nette amélioration de la qualité du portefeuille.